

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 82 — 333

16 DÉCEMBRE 1981. — Arrêté royal portant le règlement d'ordre intérieur-type des comités provinciaux de remembrement à l'amiable dans la Région wallonne

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, notamment l'article 5, § 2, dernier alinéa;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1981 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région wallonne et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement et vu l'avis de l'Exécutif régional wallon,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont d'application dans la Région wallonne, telle que délimitée par l'article 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. Les comités provinciaux institués en vertu de la loi du 10 janvier 1978, portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, établissent leur règlement d'ordre intérieur conformément au règlement-type annexé au présent arrêté.

Art. 3. Notre Ministre de la Région wallonne et Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région wallonne,

J.M. DEHOUSSE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne
et au Logement,

M. WATHELET

Règlement d'ordre intérieur-type pour Les comités provinciaux de remembrement à l'amiable

Article 1er. Le comité provincial fixe son siège soit dans les bureaux de la Direction provinciale de Remembrement et de Bonification foncière de la Société nationale territoriale, soit dans les bureaux du siège social de cette société.

Art. 2. Le Comité provincial se réunit chaque fois que les opérations de remembrement le requièrent.

Le président fixe les réunions et arrête l'ordre du jour.

Lorsque trois membres au moins le demandent, il est tenu de réunir le comité dans les trente jours et d'inscrire à l'ordre du jour les questions mentionnées dans la demande de convocation.

Art. 3. Hormis le cas d'urgence, dont le procès-verbal de la séance contient la justification, le président ou le secrétaire convoque les membres du comité par écrit au moins (1) jours avant la date de la réunion.

La convocation mentionne l'ordre du jour.

Art. 4. Lorsqu'un membre du comité provincial ne peut siéger parce qu'il a un intérêt personnel au remembrement, le membre suppléant est convoqué selon les modalités prévues à l'article 3.

Art. 5. Tout membre empêché d'assister à la réunion, invite son suppléant à l'y remplacer.

Lorsqu'un membre nommé sur la présentation de la chambre provinciale d'agriculture et son suppléant sont empêchés d'assister à la réunion, ce dernier invite le suppléant de l'autre membre également nommé sur la présentation de la Chambre Provinciale d'Agriculture à l'y remplacer.

(1) Le délai de convocation à fixer par le comité, est de trois à huit jours, la durée de ce délai est fixée en fonction des distances à parcourir par les membres et leurs suppléants pour se rendre au lieu habituel de réunion du comité et des moyens de transport en commun, disponibles dans la région.

Art. 6. Le président ouvre et clôt les réunions, conduit les débats, préside aux votes et à la police des séances. Sans préjudice des dispositions des articles 2 et 3, il communique à la fin de la séance et dans la mesure du possible, le jour, heure et lieu de la prochaine réunion, ainsi que les points qui seront portés à l'ordre du jour.

Il veille en particulier au respect des dispositions de la loi relative au remembrement à l'amiable de biens ruraux et de celles du présent règlement.

En cas d'absence ou d'empêchement du président et du président suppléant, la séance est présidée par le doyen d'âge parmi les membres présents; si celui-ci demande à être déchargé de cette mission, l'assemblée désigne en son sein un autre membre qui présidera la réunion.

Art. 7. Le secrétaire assiste le président. Il fait rapport sur tout point figurant à l'ordre du jour, sauf si l'assemblée l'en dispense. Il rédige le procès-verbal des séances.

En cas d'absence du secrétaire et du secrétaire suppléant, le secrétariat de la séance est assumée par une personne que l'assemblée désigne sur-le-champ à cette fin, éventuellement en dehors des membres du comité provincial.

Art. 8. Saus le cas d'urgence constaté à l'unanimité des membres présents, seuls les points figurant à l'ordre du jour mentionné dans la convocation peuvent faire l'objet de délibérations.

Art. 9. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents. Le Comité provincial exprime sa volonté soit, par vote à haute voix sur appel nominal, soit à main levée, selon la décision du président, qui vote en dernier lieu.

Art. 10. Chaque fois qu'il s'agit de la désignation de personnes, la décision est prise au vote secret et à la majorité absolue des suffrages valablement exprimés.

Lorsque la majorité absolue n'est pas acquise au premier tour, le scrutin de ballottage est organisé de la manière suivante :

— si plusieurs candidats ont obtenu, à égalité, le plus de voix, le scrutin de ballottage concerne exclusivement ceux-ci ;

— lorsqu'un seul candidat a obtenu le plus de voix, le scrutin de ballottage concerne le candidat et le ou les candidats qui ont, après lui, recueilli le plus de suffrages.

Au scrutin de ballottage, la majorité relative suffit ; s'il y a, à cette occasion, parité des voix, la désignation se fait par tirage au sort entre les candidats ayant obtenu le plus de suffrages.

Le présent article ne s'applique pas à la décision des entrepreneurs lorsque le cahier de charges se réfère, quant à ce, aux dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés passés au nom de l'Etat.

Art. 11. Le Comité provincial peut entendre toute personne dont il désire recueillir l'avis.

Art. 12. Chaque fois qu'il y a lieu, le Comité provincial entend les fonctionnaires de la Société nationale terrienne au sujet des tâches dont cette société a été chargée dans l'exécution des opérations de remembrement.

Art. 13. Un membre du comité provincial ne peut être présent aux délibérations ni participer à un vote concernant des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme

chargé d'affaires, ou auxquels son conjoint, ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Art. 14. A l'ouverture de chaque séance, le comité provincial approuve le procès-verbal de la séance précédente et celui-ci est soumis à la signature du président et du secrétaire de séance : il est conservé dans les archives du comité provincial.

Art. 15. Les procès-verbaux des séances sont transcrits ou une copie en est collée, les uns à la suite des autres, et sans qu'il soit laissé aucun blanc, dans un registre spécial dont les pages sont cotées et paraphées par le président. Les procès-verbaux transcrits ou leurs copies collées dans le registre sont signés par le président et par le secrétaire. Le registre est conservé dans les archives du comité provincial.

Art. 16. Le secrétaire conserve les archives du comité provincial.

Art. 17. Le secrétaire est chargé de la gestion journalière du comité.

Art. 18. Les membres et les membres suppléants du comité provincial reçoivent chacun un exemplaire du présent règlement.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par la loi et par le présent règlement le comité provincial applique les règles ordinaires des assemblées délibérantes.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 décembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région Wallonne,

J.-M. DEHOUSSE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne
et au Logement,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 82 — 333

16. DEZEMBER 1981. — Königliche Verordnung über die Mustergeschäftsordnung der Provinzialen Komitees für gültige Flurbereinigung in der wallonischen Region

BAUDOUIN, König der Belgier,
Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unsern Gruss.

Aufgrund von Artikel 67, der Verfassung;

Aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermassnahmen auf dem Gebiet der gültigen Flurbereinigung, insbesondere des Artikels 5, § 2, letzter Absatz;

Aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980;

Aufgrund der Königlichen Verordnung vom 23. April 1981 zur Festlegung der ministeriellen Zuständigkeitsbereiche für Angelegenheiten der wallonischen Region;

Aufgrund der Stellungnahme des Staatsrates;

Auf Vorschlag Unseres Ministers der wallonischen Region und Unseres Staatssekretärs für wallonische Regionalwirtschaft und Wohnungswesen und nach Ansicht der wallonischen Regional-executive vom 20. Oktober 1981,

Haben Wir beschlossen und verordnen Wir :

Artikel 1. Die Bestimmungen der vorliegenden Verordnung finden Anwendung auf die wallonische Region, so wie diese durch Artikel 2 des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen vom 8. August 1980 abgegrenzt wurde.

Art. 2. Die aufgrund des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über Sondermassnahmen auf dem Gebiet der gültigen Flurbereinigung eingerichteten Provinzialkomitees, stellen ihre Geschäftsordnung gemäss der dieser Verordnung beiliegenden Musterordnung auf.

Art. 3. Unser Minister für die wallonische Region und Unser Staatssekretär für wallonische Regionalwirtschaft und Wohnungswesen werden jeder für seinen Bereich mit der Ausführung der vorliegenden Verordnung beauftragt.

Erlassen zu Brüssel, 16. Dezember 1981.

BAUDOUIN

Von Königswegen :
Der Minister der wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

Der Staatssekretär für die wallonische Regionalwirtschaft
und Wohnungswesen,

M. WATHELET

*Mustergeschäftsordnung für die Provinzialen Komitees
für gütliche Flurbereinigung*

Artikel 1. Das Provinziale Komitee legt seinen Sitz entweder in den Räumen der Provinzialdirektion für Flurbereinigung und Bodenmelliorierung der Nationale Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung oder in den Räumen des Sitzes dieser Gesellschaft fest.

Art. 2. Das Provinziale Komitee tritt jedesmal zusammen, wenn die Flurbereinigungsgeschäfte es erfordern.

Der Vorsitzende legt die Sitzungen und deren Tagesordnung fest.

Auf Antrag von mindestens drei Mitgliedern ist er verpflichtet, das Komitee innerhalb dreissig Tagen einzuberufen und die im Antrag auf Einberufung angeführten Fragen in die Tagesordnung aufzunehmen.

Art. 3. Ausser im Dringlichkeitsfalle, dessen Begründung im Sitzungsprotokoll anzuführen ist, beruft der Vorsitzende oder der Schriftführer die Mitglieder des Komitee mindestens(1) Tage vor Sitzungsdatum zusammen.

Die Einladung hat die Tagesordnung zu vermerken.

Art. 4. Darf ein Mitglied des Provinziales Komitee wegen persönlichen Interessen an der Flurbereinigung nicht an einer Sitzung teilnehmen, so wird das Ersatzmitglied gemäss den in Artikel 3 vorgesehenen Modalitäten geladen.

Art. 5. Jegliches Mitglied, das nicht an der Sitzung teilnehmen kann, bittet seinen Ersatzmann um entsprechende Stellvertretung.

Können ein auf Invorschlagbringung der Provinzialen Landwirtschaftskammer ernanntes Mitglied und sein Ersatzmann nicht an der Sitzung teilnehmen, so bittet letzterer den Ersatzmann des anderen, ebenfalls auf Invorschlagbringung der Provinzialen Landwirtschaftskammer ernanntes Mitglied um entsprechende Stellvertretung.

Art. 6. Der Vorsitzende eröffnet und schliesst die Sitzungen für die Verhandlungen, leitet die Abstimmungen und wacht über die Ordnung der Sitzungen. Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 2 und 3, teilt er am Ende der Sitzung und im Rahmen der Möglichkeit, den Tag, die Stunde und den Ort der nächsten Sitzung mit sowie die Punkte, die in die Tagesordnung aufgenommen werden.

Er sorgt insbesondere für die Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes über die gütliche Flurbereinigung und der vorliegenden Ordnung.

Im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung, führt der älteste unter den anwesenden Mitgliedern den Vorsitz; lehnt dieser das Amt ab, so bezeichnet die Versammlung zu diesem Zweck ein anderes Mitglied unter ihnen.

Art. 7. Der Sekretär steht dem Vorsitzenden bei. Er erstattet Bericht über alle Tagesordnungspunkte, es sei denn die Versammlung entbinde ihn von dieser Pflicht. Er führt Protokoll über die Sitzungen.

Bei Abwesenheit des Sekretärs oder des stellvertretenden Sekretärs, wird das Sekretariat durch eine unverzüglich durch die Versammlung zu diesem Zweck bezeichnete Person geführt, die gegebenenfalls nicht aus der Mitte der Mitglieder des Provinzialkomitees zu wählen ist.

Art. 8. Ausser in einstimmig durch die anwesenden Mitglieder fest gestellten Dringlichkeitsfall, dürfen nur auf der Einladung vermerkte Tagesordnungspunkte beraten bzw. verabschiedet werden.

(1) Die durch das Komitee festzulegende Einberufungsfrist beläuft sich auf drei bis acht Tage; sie wird im Verhältnis zu den Erreichen des gewöhnlichen Sitzungsortes zurücklegen müssen und zu den in der Gegend verfügbaren öffentlichen Transportmöglichkeiten festgelegt.

Art. 9. Beschlüsse müssen bei Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst werden. Das Provinzialkomitee stimmt je nach Entscheidung des Vorsitzenden entweder durch Namensaufruf oder durch Handzeiche ab, wobei der Vorsitzende an letzter Stelle wählt.

Art. 10. Bei Bezeichnungen von Personen wird die Entscheidung in geheimer Wahl und bei absoluter Stimmenmehrheit der gültigen Stimme getroffen.

Erhielt man keine Stimmenmehrheit im ersten Durchgang, so wird die Stichwahl wie folgt durchgeführt :

— haben mehrere Kandidaten mit gleicher Stimmenanzahl, die meisten Stimmen erhalten, so kommen diese ausschliesslich bei der Stichwahl in Frage;

— hat ein einziger Kandidat die meisten Stimmen erhalten, so betrifft die Stichwahl diesen Kandidaten und den oder die Kandidaten, die nach ihm die meisten Stimmen erhalten haben.

Bei der Stichwahl genügt die relative Mehrheit; kommt dabei Stimmgleichheit vor, so erfolgt die Bezeichnung durch Auslosung zwischen den Kandidaten, welche die meisten Stimmen erhalten haben.

Vorliegender Artikel findet keine Anwendung bei der Bezeichnung von Unternehmern, falls das Lastenheft sich diesbezüglich auf die gesetztes und vorschriftsmässigen Bestimmungen über die in Namen des Staates erteilten Aufträge beruft.

Art. 11. Das Provinzialkomitee kann jegliche Person zu Rate ziehen.

Art. 12. Gegebenenfalls hört des Provinzialkomitee Beamte der Nationalen Gesellschaft für ländliche Wohnungsbauförderung bezüglich der Aufgaben an, mit der diese Gesellschaft für die Durchführung der Flurbereinigungsvorgänge beauftragt wurde.

Art. 13. Ein Mitglied des Provinzialkomitees darf nicht bei Beratungen zugegen sein, oder an einer Abstimmung bezüglich von Dingen an denen er entweder persönlich oder als Beauftragter ein direktes Interesse hat oder seine Verwandten oder Verschwägerten bis einschliesslich zum dritten Grad ein persönliches und direktes Interesse haben teilnehmen.

Art. 14. Bei Eröffnung der Sitzung genehmigt das Provinzialkomitee das Protokoll der vorherigen Sitzung und es wird ausschliesslich durch den Vorsitzenden und Sitzungssekretär unterzeichnet; es wird in den Archiven des Provinzialkomitee aufbewahrt.

Art. 15. Die Sitzungsprotokolle werden in ein Sonderregister, dessen Seiten durch den Vorsitzenden nummeriert und abgezeichnet werden, eingetragen oder deren Abschrift darin hintereinander und ohne Zwischenraum eingeklebt. Die in das Register eingetragenen Protokolle oder eingeklebten Protokollabschriften werden durch den Vorsitzenden und den Sekretär unterzeichnet. Das Register wird in den Archiven des Provinzialkomitees aufbewahrt.

Art. 16. Der Sekretär bewahrt die Archiven des Provinzialkomitees.

Art. 17. Der Sekretär wird mit täglichen Geschäftsführung des Komitees beauftragt.

Art. 18. Die Mitglieder und Ersatzmitglieder des Provinzialkomitees erhalten jeder ein Exemplar der vorliegenden Ordnung.

Art. 19. Für alles was nicht durch das Gesetz oder die vorliegende Geschäftsordnung vorgesehen ist, wendet das Provinzialkomitee die üblichen Regeln für beschlussfähige Versammlungen an.

Als Anlage zu Unserer Verordnung vom 16. Dezember 1981 Genehmigt.

BAUDOUIN

Von Königswegen :
Der Minister der wallonischen Region,

J.-M. DEHOUSSE

Der Staatssekretär für wallonische Regionalwirtschaft
und Wohnungswesen,

M. WATHELET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 82 — 333

16 DECEMBER 1981. — Koninklijk besluit houdende het modelreglement van de provinciale comités voor de ruilverkaveling van landeigendommen in der minne in het Waalse Gewest

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, inzonderheid op artikel 5, § 2, laatste alinea;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 april 1981 houdende vastlegging van de ministeriële bevoegdheden voor de aangelegenheden van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van het Waalse Gewest en van Onze Staatssecretaris voor de Waalse Streekeconomie en voor de Huisvesting en gelet op het advies van de Waalse Gewest-executieve van 20 oktober 1981,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De bepalingen van onderhavig besluit zijn van toepassing in het Waalse Gewest zoals omschreven in artikel 2 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. De provinciale comités, opgericht krachtens de wet van 10 januari 1978, houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, maken hun reglement van orde op overeenkomstig het modelreglement dat bij dit besluit is gevoegd.

Art. 3. Onze Minister van het Waalse Gewest en Onze Staatssecretaris voor de Waalse Streekeconomie en voor de Huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 december 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van het Waalse Gewest,

J.-M. DEHOUSSE

De Staatssecretaris voor de Waalse Streekeconomie
en voor de Huisvesting,

M. WATHELET

*Modelreglement van orde voor de provinciale comités
voor ruilverkaveling in der minne*

Artikel 1. Het provinciaal comité vestigt zijn zetel hetzij in de burelen van de Provinciale Direktie voor de Ruilverkaveling en de Landaanwinning van de Nationale Landmaatschappij, hetzij in de burelen van de maatschappelijke zetel van deze maatschappij.

Art. 2. Het provinciaal comité vergadert telkens wanneer zulks van de ruilverkavelingsverrichtingen vereist is.

De voorzitter belegt de vergaderingen en stelt de agenda vast.

Wanneer ten minste drie leden erom verzoeken, is hij gehouden het comité binnen dertig dagen bijeen te roepen en de vraagpunten die in het verzoek tot bijeenroeping zijn opgegeven, op de agenda te plaatsen.

Art. 3. Behalve in geval van dringende noodzaak, die in de notulen van de vergadering dient te worden verantwoord, worden de leden van het comité ten minste (1) dagen vóór de dag der vergadering door de voorzitter of de secretaris schriftelijk opgeroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de agenda.

Art. 4. Wanneer een lid van het provinciaal comité niet mag zetelen omdat hij bij de ruilverkaveling een persoonlijk belang heeft, wordt het plaatsvervangend lid opgeroepen op de in artikel 3 bepaalde wijze.

Art. 5. Ieder lid dat de vergadering niet kan bijwonen, verzoekt zijn plaatsvervanger hem op de vergadering te vervangen.

(1) De door het comité te bepalen oproepingstermijn is ten minste drie, ten hoogste acht dagen; bij het bepalen van de duur van die termijn wordt rekening gehouden met de afstand die de leden of hun plaatsvervangers moeten afleggen om zich te begeven naar de plaats waar het comité gewoonlijk vergadert en met de in de streek beschikbare gemeenschappelijke vervoermiddelen.

Wanneer een lid, benoemd op voorstel van de provinciale landbouwkamer en zijn plaatsvervanger de vergadering niet kunnen bijwonen, verzoekt deze laatste de plaatsvervanger van het andere lid dat eveneens op voorstel van de provinciale landbouwkamer benoemd is, hem op de vergadering te vervangen.

Art. 6. De voorzitter opent en sluit de vergaderingen, leidt de besprekingen en de stemopnemingen en handhaaft de politie over de vergadering. Onverminderd hetgeen in de artikelen 2 en 3 is voorgeschreven, deelt hij op het einde van de vergadering, in zover het mogelijk is, dag, uur en plaats en agenda van de eerstvolgende vergadering mede.

Hij let er inzonderheid op dat de bepalingen van de wet op de ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, en van dit reglement worden nageleefd.

Zijn de voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter afwezig of verhinderd, dan wordt de vergadering voorgezeten door de oudste in jaren onder de aanwezige leden; wanneer deze laatste verzoekt van die opdracht te worden ontheven, wijst de vergadering uit haar leden een ander lid aan die de vergadering zal voorzitten.

Art. 7. De secretaris staat de voorzitter bij. Hij brengt verslag uit over elk punt van de agenda, behoudens wanneer hij hiervan door de vergadering wordt ontslagen. Hij maakt de notulen van de vergadering op.

Zijn de secretaris en de plaatsvervangende secretaris afwezig, dan wordt het secretariaat van de vergadering waargenomen door een persoon die daartoe, eventueel buiten de leden van het provinciaal comité, onverwijld door de vergadering wordt aangewezen.

Art. 8. Behoudens wanneer de aanwezige leden eenparig vaststellen dat er dringende noodzaak is, mag enkel over de punten die op de in de oproepingsbrief vermelde agenda gebracht zijn, worden beraadslaagd en beslist.

Art. 9. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden genomen. Het provinciaal comité drukt zijn wil uit door mondelinge stemming bij naamafroeping, of met opgeheven hand, volgens de beslissing van de voorzitter die het laatst stemt.

Art. 10. Telkens als het om de aanwijzing van personen gaat, wordt bij geheime stemming en bij volstreekte meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen beslist.

Wanneer bij de eerste stemming de volstreekte meerderheid niet wordt bereikt, heeft de herstemming plaats als volgt :

— indien verscheidene kandidaten hetzelfde hoogste aantal stemmen hebben behaald, worden alleen zij bij de herstemming betrokken;

— indien een enkel kandidaat het hoogste aantal stemmen heeft behaald, heeft herstemming plaats over deze kandidaat en die kandidaat of kandidaten, op wie na hem het hoogste aantal stemmen werd uitgebracht.

Bij herstemming volstaat de betrekkelijke meerderheid; komt het alsdan tot staking van stemmen, dan geschiedt de aanwijzing door het lot, onder de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Dit artikel is niet van toepassing voor de keuze van aannemers wanneer met betrekking tot die aanwijzing het bijzonder bestek naar de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het sluiten van overeenkomsten voor rekening van de Staat verwijst.

Art. 11. Het provinciaal comité kan alle personen horen wier advies het wenst in te winnen.

Art. 12. Telkens wanneer hiertoe reden bestaat, hoort het provinciaal comité ambtenaren van de Nationale Landmaatschappij aangaande de taken waarmee die maatschappij voor de uitvoering van de ruilverkavelingsverrichtingen werd belast.

Art. 13. Een lid van het provinciaal comité mag geen beraadslaging bijwonen, noch aan een stemming deelnemen betreffende aangelegenheden waarbij hij, ofwel persoonlijk, ofwel als zaakgelastigde rechtstreeks belang heeft, of waarbij zijn echtgenoot dan wel bloed- of aanverwanten tot, en met de derde graad persoonlijk en rechtstreeks zijn betrokken.

Art. 14. Bij het begin van elke vergadering keurt het provinciaal comité de notulen van de vorige vergadering goed en worden deze ter ondertekening voorgelegd aan de voorzitter en de secretaris van de vergadering; zij worden in het archief van het provinciaal comité bewaard.

Art. 15. De notulen van de vergadering worden overgeschreven of een afschrift ervan wordt geplakt, in de volgorde en zonder vrije tussenruimte, in een notulenboek waarvan de bladzijden door de voorzitter van het comité worden genummerd en geparafeerd. De in het register overgeschreven notulen of ingeplakte kopijen van de notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend. Het notulenboek wordt in het archief van het provinciaal comité bewaard.

Art. 16. De secretaris bewaart het archief van het provinciaal comité.

Art. 17. De secretaris is belast met het dagelijks beheer van het provinciaal comité.

Art. 18. De leden en de plaatsvervangende leden van het provinciaal comité ontvangen ieder een exemplaar van dit reglement.

Art. 19. Voor alles wat niet in de wet en in dit reglement is bepaald, past het provinciaal comité de gewone, voor beraadslagende vergaderingen geldende regels toe.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 16 december 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van het Waalse Gewest,
J.-M. DEHOUSSE

De Staatssecretaris voor de Waalse Streekconomie
en voor de Huisvesting,
M. WATHELET

F. 82 — 334

16 DECEMBRE 1981. — Arrêté royal fixant dans la Région wallonne, les montants prévus par les articles 21, alinéa quatre, 42, alinéa quatre et 55 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, notamment les articles 21, alinéa 4, 42, alinéa 4 et 55;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1981 fixant les compétences ministérielles pour les affaires de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Région wallonne et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement et de l'avis de l'Exécutif régional wallon, donné le 20 octobre 1981,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté sont d'application dans la Région wallonne, telle que délimitée par l'article 2 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 2. Toute somme due par le comité provincial, par les propriétaires, par les usufruitiers ou par des exploitants n'est pas payée en vertu de la loi du 10 janvier 1978, portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux lorsqu'elle est inférieure à deux mille francs.

Art. 3. Le montant des sommes que les comités peuvent régler directement aux propriétaires, usufruitiers et exploitants sans intervention de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vertu de la loi du 10 janvier 1978, précitée, est de deux mille francs à six mille francs.

Art. 4. Notre Ministre de la Région wallonne et Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne et au Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 décembre 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Région wallonne,
J.-M. DEHOUSSE

Le Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale wallonne
et au Logement,
M. WATHELET